

A l'attention des signataires du collectif national « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites »

Du Parti de Gauche

Paris le 28 octobre

Cher(e)s camarades

La loi Sarkozy-Woerth sur les retraites a été adoptée au parlement. Comme ils le font depuis plusieurs semaines, le gouvernement, la droite, la plupart des médias en profitent pour annoncer l'essoufflement du mouvement. Il est vrai qu'ils l'annoncent depuis début septembre ! Pourtant, acteurs et soutiens de cette mobilisation historique, nous ne ressentons ni résignation, ni découragement, ni défaitisme. C'est vrai dans les manifestations de salariés, dans celles des jeunes, sur les piquets de grève... Nous avons pu encore le constater lors de cette journée d'action du 28 octobre qui a vu des cortèges toujours très nombreux et unitaires manifester avec énergie dans toute la France. Tout indique, et le succès des collectes que nous avons organisées ce week-end dans le cadre du Front de Gauche le confirme, que le soutien très majoritaire du peuple français à ce mouvement ne se dément pas. Quoi qu'il arrive, et c'est un acquis pour l'avenir, Nicolas Sarkozy a vu un peuple entier s'opposer à sa politique de régression sociale.

Mais ce mouvement ne se conjugue pas au passé. Malgré la propagande gouvernementale, nous sommes convaincus qu'il reste toujours possible d'empêcher, dès maintenant, l'application de cette contre-réforme. Nous n'entendons pas fléchir dans notre engagement et dans notre soutien aux acteurs principaux de cette mobilisation, les travailleurs mobilisés et leurs organisations syndicales, qui n'ont manifestement pas renoncé à empêcher la promulgation de cette réforme. Or l'intersyndicale a programmé des rendez-vous nationaux dont celui du 6 novembre. Les responsables syndicaux disent : « ce n'est pas fini ». Nous le pensons également : la fin des congés, le retour des lycéens dans la mobilisation associés à la combativité maintenue sur le terrain peuvent au contraire redonner tout son souffle à ce mouvement.

Pour autant, le gouvernement table sur une prochaine promulgation de la loi. Selon son calendrier, elle devrait avoir lieu mi-novembre au plus tard. Or il existe une arme qui, par le passé, a su faire fléchir les gouvernants : une manifestation nationale sur Paris. En submergeant Paris, à l'appel du CNAL, un million de manifestants étaient venus à bout de la loi Falloux en 1994. L'ampleur des journées d'action montre que

nous pouvons être bien plus encore. Nicolas Sarkozy ne pourra ignorer cette démonstration sous peine de perdre cette fois ce qui lui reste de légitimité politique et compliquer terriblement sa fin de mandat. Dans tous les cas, le mouvement populaire gagnera en certitude et encore en combativité : il renforcera son caractère majoritaire et sa force collective.

Le Parti de Gauche a veillé à l'indépendance de l'intersyndicale dans sa gestion de la mobilisation. Jamais nous n'avons voulu essayer d'influer sur ses décisions ni même les commenter. Cependant nous sentons bien que nous approchons de l'issue, du moins sur la réforme des retraites, et il nous paraît nécessaire de tout tenter. C'est pourquoi nous posons la proposition de manifestation nationale sur la table pour le 6 novembre ou le week-end suivant, ce qui pourrait être encore opportun vu le calendrier possible de la promulgation. Il appartient bien sûr aux travailleurs, aux jeunes mobilisés, et à leurs organisations syndicales d'en juger le caractère utile ou pas. Dans tous les cas, nous serons à leurs côtés jusqu'au bout pour tenir le rôle qui est le nôtre dans la mobilisation.

Salutations fraternelles,

Eric Coquerel
Secrétaire national chargé des relations unitaires